



**INFORMATIONENBLAT
FÜR EIN ALTERNATIVEN
EINGANG MIT GELD**

NEUE PROJEKTE:
AKA-BO Fashion-Truck,
KIOWATT-Eröffnung

BILANZIERUNGEN:
Wirkungsreports,
Gemeinwohlökonomie

VERANSTALTUNGEN:
Conférences-Lunch,
CréaJeune, Filme

WHERE AND WHAT ARE TAX HAVENS?

A tax haven is any jurisdiction that uses the promise of secrecy for overseas investors to compete for financial flows. As well as a low-tax regime, or special rules that allow foreigners to slash their liabilities, a tax haven often has a network of lawyers and accountants who help the wealthy shield assets from their home country's tax authorities



Quelle: Tax Justice Network/ The Guardian

EDITORIAL

Liebe Sparer/innen,
die Form, wie Details zu den „tax rulings“ veröffentlicht wurden, ist das eine. Es mag legitim sein, sich darüber zu empören. Und auch für das Gefühl, es werde wieder einseitig und in überzogener Weise mit dem Finger auf unser Land gezeigt, mag es legitime Gründe geben. Beides rechtfertigt aber keinesfalls, sich in einer Wagenburgmentalität nach außen zu schützen, ohne sich mit dem Inhalt zu beschäftigen. Dieser birgt keinerlei grundsätzliche Neuigkeiten. Unser Land ist seit langem mit der Ermöglichung legaler, aber ethisch und europäisch nicht legitimer „Steeroptimierungs“methoden erfolgreich. Wie andere Länder mit anderen Souveränitätsnischen auch. Für etika war bislang vor allem die hiesige Tabuisierung des Themas höchst problematisch. Eine ernsthafte Auseinandersetzung wurde durch eine völlig intransparente Informationspolitik verhindert. Es wurde nach außen hin ein Bild vermittelt, das nicht dem realen entspricht. Diese Heuchelei wurde immer unerträglicher. Darum begrüßen wir, wenn auch nicht die Form (Überschrift „Luxleaks“), so doch den Inhalt (Überschrift „Steeroptimierung“) der jüngsten Veröffentlichungen. Wünschenswert wäre eine Harmonisierung der globalen Steuergesetzgebung („leveling the playing field“, wie die Engländer sagen), oder zumindest der europäischen, findet jedenfalls

Ihr Ekkehart Schmidt

AU-DELÀ DE LUXLEAKS

Remettre en cause la ponction de la sphère financière sur le reste de l'économie

Jean-Claude Juncker a donc eu droit à son baptême du feu ce mois-ci, suite à la révélation de l'affaire LuxLeaks, dont les éléments – rappelons-le en passant – ont déjà été partiellement rendus publics par des médias aussi confidentiels que France 2 et la BBC il y a deux ans.¹ Dieu sait pourtant que les rulings, ces négociations privilégiées entre une personne (physique ou morale) financièrement puissante et un État, sont fortement problématiques. Ils permettent à des grosses entreprises et à des particuliers riches (rappelons-nous du cas de la première fortune de France, Liliane Bettencourt, qui était imposée à hauteur de 4 % de ses revenus effectifs en 2012) de se soustraire en toute légalité à la fiscalité « normale » qui touche 99,9 % des contribuables - particuliers non fortunés mais aussi petites et moyennes entreprises.

Pas de démocratie sans consentement à l'impôt

Et ici la question de la nationalité ne tient plus : luxembourgeois ou non, ces contribuables

savent que le consentement à l'impôt est l'un des fondements de la démocratie. Parfaitement légaux mais fortement discutables d'un point de vue moral, les rulings instituent de fait une compétition extrêmement déloyale. Il est par exemple douteux qu'Amazon ait eu les moyens d'instituer dans la durée une politique aussi agressive sur les prix et les frais de ports des livres sans profiter d'une politique fiscale particulièrement complaisante, politique fiscale qui n'a rien à voir avec celle appliquée au libraire de quartier ou à la chaîne de librairie de taille moyenne.

L'arbre luxembourgeois ne doit pas cacher la forêt du dumping fiscal européen

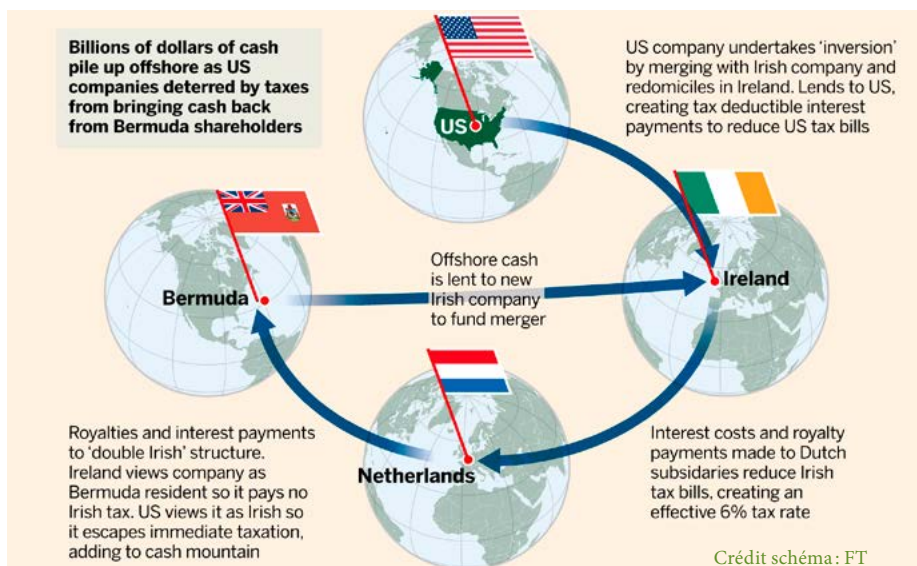
Le journaliste belge Eric Walravens dénonce dans son dernier ouvrage, « Enquête sur un chantage qui ruine nos États », l'idée selon laquelle les politiques fiscales déloyales seraient le fait de quelques États au sein de l'UE : selon lui, chaque pays membre dispose de ses propres ficelles pour attirer à soi les riches. Du

« double Irish » au « sandwich hollandais », en passant par les « intérêts notionnels » belges, le « Crédit impôt recherche » français ou les « rulings » fiscaux luxembourgeois, tout est bon pour faire jouer à plein la concurrence fiscale, concurrence qui n'est libre et non faussée que pour une toute petite partie de la population... De nationalité Belge, Eric Walrawens n'épargne pas son propre pays, bien connu des millionnaires européens pour leur prêter un domicile fiscal fort attrayant. Leur capital n'est pas taxé alors que les travailleurs belges sont quant à eux très lourdement imposés, ce qui fait dire à Anne Demelenne, la secrétaire générale de la FGTB (le premier syndicat wallon en nombre d'adhérents), que « *La Belgique est un paradis fiscal pour les plus riches et un enfer fiscal pour les travailleurs.* »²

Mais comme le dit l'équivalent belge du Cercle des ONG de développement à Luxembourg, le Centre national de coopération au développement (CNCD), le problème soulevé par LuxLeaks n'est que celui « *de l'arbre luxembourgeois qui cache la forêt du dumping fiscal européen* » : le CNCD rejoint largement le propos d'Éric Walravens, qui ne peut que constater que 22 États Européens sur 28 pratiquent une politique fiscale basée sur des techniques de négociations privilégiées entre des entreprises et des États. Un fait qui a été rappelé par l'eurodéputé luxembourgeois Franck Engel, interrogé sur une radio française à propos de l'échange automatique d'informations entre les différentes administrations fiscales en matière de rulings. Franck Engel a répliqué : « *On verrait sans doute aussi que les Pays-Bas en font plus ! Ce qui ne serait pas préjudiciable au pays dont je porte la citoyenneté* ». On ne peut lui donner tort, d'autant que la concurrence entre ces pays fondateurs de l'Europe des 6 est très rude, témoin la décision de Netflix de quitter le Luxembourg en mai dernier pour établir son siège social aux Pays-Bas.

Les niches fiscales généralisées : un jeu gagnant-gagnant pour les oligarques, perdant-perdant pour les populations

Les défenseurs des rulings parlent d'un avantage compétitif justifié en raison d'un désavantage physique : ainsi, les Irlandais ont longtemps parlé de leur isolement géographique (réel) pour justifier d'une imposition plus douce - un argument valable dans le cas d'un échange de biens matériels mais absolument spécieux dès qu'il s'agit de transactions immatérielles telles que l'achat d'une chanson sur iTunes !



Il faut donc revoir la fiscalité dans son ensemble et s'inspirer (pour une fois) de l'exemple américain : l'administration Obama a marqué les esprits en luttant contre l'évasion fiscale des personnes physiques avec les lois FATCA et l'« exit tax ». Ainsi, tout citoyen américain, indépendamment de son ou de ses lieux de résidence, est tenu de payer des impôts en fonction de ses revenus comme tout autre citoyen américain résident, et les banques étrangères qui l'aideraient à dissimuler ses revenus se verraient poursuivies et condamnées à de lourdes amendes si elles ne respectaient par cet échange d'information³. Ce principe simple s'adapte aussi au cas d'une personne morale qui se verrait taxée sur un territoire fédéral, État fédéré par État fédéré, en fonction de critères simples : chiffre d'affaires réalisé sur le territoire, nombre de salariés, montant des investissements effectués etc...

Taxer dans les pays où est créée la richesse, où sont réalisés les investissements, c'est possible avec une forte mobilisation citoyenne !

C'est dans cette direction que l'OCDE (qui regroupe les pays les plus industrialisés de l'UE, du Commonwealth, du Japon et des États-Unis) travaille sur le dossier BEPS, pour Base Erosion and Profit Shifting (« Érosion de l'assiette fiscale et transfert de bénéfices ») depuis 2013. L'objet de BEPS est de faire un inventaire de toutes les niches fiscales existantes et d'arriver à un accord entre ses membres pour harmoniser aussi bien l'assiette (c'est-à-dire la base de revenu sur lequel un impôt va être prélevé) que le taux d'imposition, car il ne sert à rien de discuter de guerre des taux si l'assiette n'est pas la même.

L'objectif de BEPS est donc d'instaurer une comptabilité par pays afin que les profits générés sur un territoire soient taxés de manière réaliste. Il s'agira donc de lutter contre les prix de transfert abusifs, les « patent boxes » déloyales de façon à ce que le « treaty shopping », c'est à dire la chasse à l'imposition la plus basse – pratique largement promue par les « Big Four » qui en ont fait un commerce très lucratif – ne vaille plus la peine d'être entreprise.

Les choses avancent donc doucement mais sûrement : il est clair que celles-ci ne pourront vraiment aboutir qu'avec une pression citoyenne forte. N'oublions pas que toutes ces niches fiscales aujourd'hui décriées par certains politiques ont été votées, pour certaines il n'y a pas si longtemps de cela, par les mêmes politiques...

Revenir sur le primat de la sphère financière dans l'économie réelle

Il est donc temps de réfléchir sérieusement à une remise à plat de tout le système fiscal européen, ce qui revient donc à s'attaquer à la racine du mal. C'est ce que fait Thierry



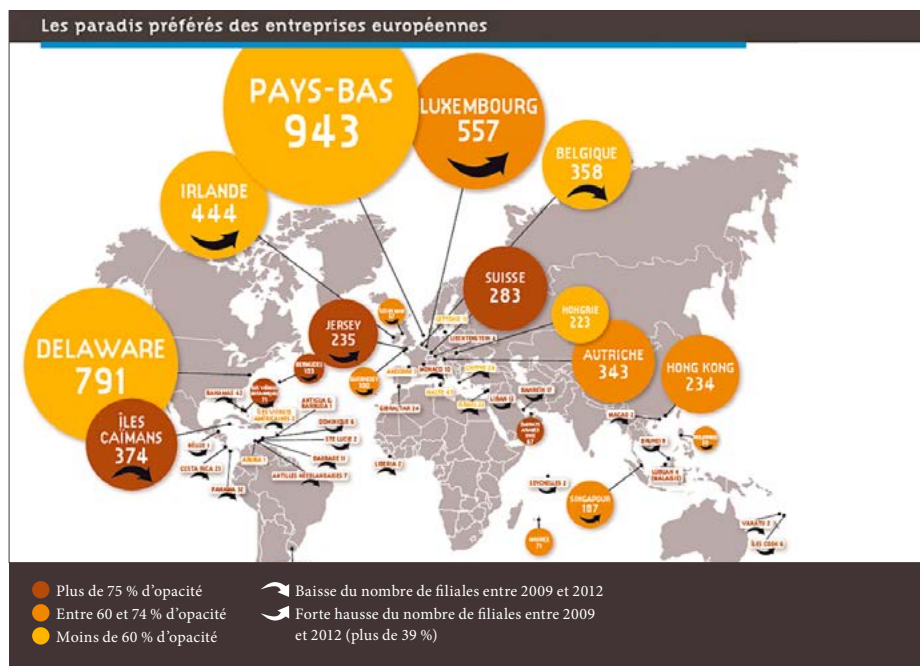
Les « Big 4 » (Deloitte, Ernst and Young, KPMG et Price Waterhouse Coopers) sont des intermédiaires incontournables grassement payés par les transnationales souhaitant optimiser leur fiscalité (Dessin : Kroll)

„Apel fir den Duuscht“

Mitten im diesjährigen Sommerloch hatte das „Wort“ mit einem dreiseitigen Aufmachertext den Vorschlag publiziert, in Luxemburg einen Staatsfonds einzurichten (s. etikaINFO 45). Diese Idee steht schon seit einem Jahrzehnt zur Debatte. Mitte Oktober überraschte Finanzminister Pierre Gramegna mit der Ankündigung, tatsächlich einen „Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg“ einrichten zu wollen. Er soll mit jährlich 50 Mio. Euro gespeist werden, die zum Teil aus den schwindenden Mehrwertsteuereinnahmen aus dem elektronischen Handel kommen sollen, zum anderen aus den Akziseeinnahmen aus dem Benzinverkauf.

Dies sorgte für einigen Diskussionsstoff, schließlich werden Staatsfonds üblicherweise aus hohen Einnahmenüberschüssen gespeist: In Norwegen und anderen Erdöl exportierenden Ländern fließen Petrodollar in diese staatliche Spardose, die für künftige schlechtere Zeiten angelegt wurde. Einnahmen, von denen man nicht ewig ausgehen kann, werden gewinnbringend angelegt. Hierzulande würde man den Fonds dagegen mit Schulden finanzieren, wenn man nicht gleichzeitig den Staatshaushalt ins Plus bringt. Denn über überschüssige Rücklagen verfügt man hier nicht, die als *Apel fir den Duuscht* dienen könnten.

Es sei denn, man würde an die Einnahmen aus den tax rulings denken, die sicherlich mittelfristig nicht mehr fließen werden. In diesem Fall würde es allerdings heuchlerisch wirken, die alte etika-Forderung zu wiederholen, dass ein Staatsfonds eine sozial und ökologisch verantwortliche Investmentstrategie aufweisen sollte. Geht man jedoch von überwiegend sozial verantwortlich erwirtschafteten Geldern aus, sollte die Anlagestrategie nach unserer Auffassung zumindest in Übereinstimmung mit den internationalen Konventionen stehen, zu deren Einhaltung sich Luxemburg vertraglich verpflichtet hat. Der Zivilgesellschaft sollte zudem eine Mitentscheidungsmöglichkeit eingeräumt werden, zum Beispiel in einem ethischen Komitee, um Verstöße gegen diese Konventionen zu verhindern. (esf)



Les multinationales sont de loin les premières clientes des paradis fiscaux. Les firmes européennes ont une préférence marquée pour les paradis... européens! Elles localisent 63 % de leurs filiales offshore dans les 18 territoires européens de la liste de Tax Justice Network. Seule une poignée d'entre elles sont davantage implantées dans des paradis hors d'Europe: Enel, Nestlé, Shell, Tesco et Deutsche Bank.

Les destinations de prédilection sont, dans l'ordre: les Pays-Bas, l'État de Delaware (États-Unis), le Luxembourg, l'Irlande et les Îles Caïman. À eux seuls, ces cinq territoires concentrent plus de la moitié (53 %) des filiales que les firmes européennes détiennent dans des paradis fiscaux. Suivent la Belgique, l'Autriche, la Suisse, Hong-Kong, Jersey, la Hongrie et Singapour. Les Pays-Bas ont particulièrement la faveur des groupes industriels, tandis que les assureurs lui préfèrent le Luxembourg. Quant aux banques, elles localisent la moitié de leurs filiales offshore au Delaware, dans les Caïman, au Luxembourg et en Irlande. À noter aussi la séduction exercée par les Pays-Bas et les Bermudes sur les pétroliers. Les plus actives dans l'optimisation fiscale sont les banques et les assurances. Malgré les déclarations de guerres des G20 successifs l'activité des multinationales dans les paradis fiscaux s'est intensifiée depuis 2009. Aucune de ces multinationales ne pratique le reporting pays par pays. (Source: Etude CCFD Terres Solidaires)

Philipponnat, ancien secrétaire général du contre-lobby bancaire Finance Watch. Il rappelle dans son dernier ouvrage co-écrit avec Christian Chavagneux, « La Capture », que si le PIB de la zone euro a connu une croissance de 12 % environ entre fin 2000 et fin 2008, la taille du système bancaire européen a cru quant à elle de 90 %... La montée en puissance d'institutions bancaires « too big to fail », dont la faillite impacterait toute l'économie, est donc relativement récente. Les auteurs insistent sur le fait que leur poids économique se transcrit directement en poids politique. À travers de multiples exemples, ces derniers montrent comment les secteurs bancaire et financier promeuvent leurs intérêts au détriment de ce qu'ils appellent l'intérêt général. Il serait donc temps que les citoyens s'informent et s'approprient ces informations pour demander à leurs élus un véritable New deal bancaire et financier. (jsz)

Cet article est une version augmentée de la chronique parue dans l'hebdomadaire « Le Jeudi » du 20 novembre 2014.

Pour approfondir, lire:

Éric Walravens, *Dumping fiscal. Enquête sur un chantage qui ruine nos États*, Les petits matins/Institut Veblen, Paris, avril 2014, 208 p., 15 euros (ce livre est disponible et empruntable au CITIM, situé 55 avenue de la Liberté à Luxembourg).

Christian Chavagneux, Thierry Philipponnat, *La capture*. Où l'on verra comment les intérêts financiers ont pris le pas sur l'intérêt général et comment mettre fin à cette situation, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2014, 192 p.

¹ Cf. Article « LuxLeaks »: le journaliste français Edouard Perrin et « Cash Investigation » en parlaient déjà en 2012 de slate.fr daté du 6 novembre 2014

² Interview donnée au journal « Le soir » daté du 30 avril 2013

³ Le Crédit Suisse a ainsi été condamné par le fisc américain à payer une amende de 2,6 milliards de dollars en mai dernier (Source: article du Monde daté du 20 mai 2014)

Der AKA-BO Fashion-Truck



Karel Lambert

Zwar gibt es in Luxemburg mittlerweile gut anderthalb Dutzend Bio-Geschäfte, in denen man Lebensmittel, Kosmetik, Drogeriewaren und Reinigungsmittel bekommt, andere in Bio-Qualität hergestellte Produkte erhält man jedoch nur in einigen wenigen Fachgeschäften, und dies zumeist in der Hauptstadt. Zu nennen sind mehrere Bio-Bäcker, ein Bio-Metzger, ein Bio-Baugeschäft, die sechs Weltbutteker, mehrere Bio-Restaurants, in denen man auch einzelne regionale Produkte erstehen kann, sowie ein Geschäft für Spielzeug und Geschenkartikel aus nachhaltiger Produktion.

Faire, moderne Öko-Kleidung haben bislang nur drei Geschäfte im Angebot: „Akzente“ im Oikopolis in Munsbach (mit kleinem Angebot), „Nick Nack“ in Ettelbrück (die allerdings nur eine Marke anbieten) sowie „Naturwelten“ in Bonneweg (das sich jedoch auf Babykleidung spezialisiert hat und kaum modische Bekleidung für Erwachsene im Angebot hat). Ein ebenfalls in Bonneweg bestehendes Geschäft namens „Minka“ hat nicht überlebt. Auf der Suche nach einer neuen Hose, einem Mantel oder Hemden in Bio-Qualität finden jedoch nur die wenigsten Interessenten den Weg dorthin, sondern gehen lieber in einer Einkaufsstraße mit einer Vielzahl an Geschäften mit einem konventionellen Textilangebot bummeln. Oder bestellen bei einem Versandhaus wie „Waschbär“. Aber das ergibt aus ökologischer Sicht keinen Sinn, kommt es doch zu hohen Versandkosten, umständlichen Rücksendungen und somit einer hohen CO₂-Produktion durch den Fernverkehr.

Karel Lambert, ein Mitarbeiter der CFL, ist nicht der Einzige, der mit diesem reduzierten Angebot trotz bestehender Nachfrage unzufrieden ist. Aber er ist der Erste, der nun Abhilfe schaffen will. „Am Anfang habe ich mich gefragt: Warum gibt es in Luxemburg

BIO- und FAIRTRADE-Lebensmittel, aber kein solches Angebot für junge, trendige, urbane Kleidung?“ Die nächste Frage war für ihn, wie man eine nachhaltige und faire Textilbranche unterstützen und nach Luxemburg holen kann. Oder selber ein Geschäft eröffnen? „Vorerst müssten wir ein langwieriges Marktforschungsprojekt durchführen, aber dafür wäre der Zeitaufwand viel zu groß. Anschließend müssten wir ein geeignetes Lokal mieten und hätten ziemlich hohe Startkosten ...“

Die – eigentlich naheliegende – Lösung ergab sich dann durch einen Geistesblitz: Ein mobiles Geschäft, also zum Beispiel in einem Bus! Aber natürlich sollte es dann kein konventioneller Marktwagen, sondern ein veritabler und attraktiver „Fashion-Truck“ sein. Einmal mit dieser Idee schwanger gehend, machte er sich an eine Abwägung: „Die Vorteile des Fashion-Trucks lagen erst einmal auf der Hand: Man kann unmittelbar Marktforschung betreiben, ist mit Blick auf den Standort flexibel, hat niedrige Kosten, ist durch die Mobilität quasi omnipräsent, macht automatisch Werbung und wirkt mit dieser neuen Verkaufsmethodik modern und innovativ.“ Natürlich ergaben sich Nachteile: „Man braucht einen Fernlaster-Führerschein, muss regelmäßig Standgeld-Kosten zahlen, bei einem technischen Defekt des Busses würde der Verkauf ausfallen, und der Verkaufsraum wäre nur etwa 20 m² groß.“

Einige Zeit später ergab sich für Karel Lambert die Möglichkeit, einen ehemals für Fahrradtransporte genutzten Mercedes-Bus von 1996 zu erstehen, und ließ sich dann mit professioneller Hilfe einen Businessplan erstellen. Das Ergebnis machte Mut: Geht man anfangs von etwa 21 Kunden pro Tag und einem monatlichen Umsatz von 15.000 Euro aus – Werte, die sich im Zuge einer gestiegenen Bekanntheit erhöhen sollen – würde sich das rechnen. Er entschied sich, das Unternehmen zu wagen. Der kostengünstig erstandene Bus wurde für etwa 8.000 Euro repariert und befindet sich zurzeit für Arbeiten an der Inneneinrichtung, für die 45.000 Euro veranschlagt wurden, in Dortmund.

Zugleich wurde das bestehende Angebot an biofairen Modelabeln recherchiert und entschieden, die Marken Armed Angels, Bleed, Recolution und Room to Roam anzubieten.

Für diese Arbeiten sowie den Kauf eines ersten Sortiments wurde im Oktober bei etika und der BCEE ein Kredit und eine Kreditlinie in Höhe von rund 80.000 Euro (Laufzeit 5 Jahre) angefragt und positiv beschieden. Die Gesamtkosten der Investition belaufen sich auf 94.550 Euro. Bis 2019 soll sie sich amortisieren.

Die Eröffnung ist vorgesehen für den 4. April 2015. Als täglich wechselnde Verkaufsorte geplant sind zunächst die NATURATA-Supermärkte in Düdelingen (Dienstag), Munsbach (Mittwoch) und Erpeldingen (Donnerstag) sowie die drei Wochenmärkte in Beckerich, Esch-sur-Alzette (Freitag) und Luxemburg-Stadt (Samstag). Dazu kommen drei dreitägige Musikfestivals, die jedes Jahr stattfinden: Das „Rock-a-Field“ im Juni in Roeser, „Food for your senses“ im Juli in Bissen und „E-Lake“ im August in Echternach, und natürlich kann der Bus auch auf Bio-Messen und bei anderen Gelegenheiten anwesend sein. Die Touren mit regelmäßigen Daten sollen es den Kunden auch ermöglichen, Bestellungen aufzugeben.

Sollte sich das Konzept bewähren, überlegt Karel Lambert auch, ein oder zwei konventionell immobile Geschäfte zu eröffnen, Recycling- und Upcycling-Boutiquen einzurichten und einen Service „Lease a Jeans“ aufzubauen. An innovativen Ideen mangelt es nicht, die seiner festen Überzeugung nach bevorstehende Revolution einer Bekleidungsindustrie ohne Ausbeutung von Menschen und natürlichen Ressourcen auch im Handel umzusetzen.

**Kontakt: Karel Lambert, Aka-Bo sàrl,
ethical & responsible clothing, 48, rue du chemin
de fer, L-3466 Düdelingen, Tel.: 661 801 259**

CORRIGENDA GUY SCHULLER

In den Nachruf auf Guy Schuller haben sich in etikaINFO 45 einige Fehler eingeschlichen: Guy war Anfang der 1970er-Jahre einer von mehreren jungen Leuten, die die Gründungsarbeit der Action Formation de Cadres (AFC), später Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) fortführte. Bei der Statistikbehörde Statec war er später Verantwortlicher der Abteilung für Studien, Prognosen und Forschung und lebte in Olm (nicht Holm). Wir bitten dies zu entschuldigen. (esf)

Filme, Vorträge und Radtouren



2014 hat etika gut zwei Dutzend Veranstaltungen organisiert und war an weiteren zehn direkt beteiligt. Insbesondere haben wir vier Vélotouren mit Projektbesuchen durchgeführt, sieben Mal unser Quiz „Qui veut gagner en vision?“ gespielt, im Rahmen der Serie „Le Monde en doc“ sieben Dokumentarfilme gezeigt, ferner sechs Vortragsveranstaltungen organisiert und waren bei sechs Festen,

Einweihungen und Messen beteiligt, meist mit einem eigenen Stand (siehe auch etika-INFO 45).

Im Einzelnen haben wir nach der Rentrée am 14. September im Rahmen einer Vélotour Bio-Weinbauern an der Mosel besucht und bei einer weiteren Tour am 4. Oktober Projekte zum Thema Bio-Lebensmittel rund um die Stadt Luxemburg besichtigt, so unter anderem das Haus von der Natur und die Bio-Bäckerei Scott.

Eine neue Veranstaltungsreihe hatte am 28. September Premiere, als wir den Ex-Bankier Jean Michel Naulot zu einem Vortrag zur Bankenregulierung einluden: In unregelmäßigen Abständen bieten wir seitdem während einer anderthalbstündigen Mittagspause bei einem kostenlosen Sandwich mit Getränk

Interessierten die Möglichkeit, Fachvorträgen mit anschließender Debatte rund um das Thema Ethik in der Finanz zu folgen. Bei unserer zweiten *Conférence-Lunch* sprach Dirk Coeckelbergh, Direktionsmitglied von NewB am 29. Oktober auf Einladung von etika und Attac über das Projekt der Gründung einer Bankkooperative in Belgien. Jeweils knapp 35 Interessierte besuchten diese ersten Veranstaltungen.

Unsere dritte, diesmal in Zusammenarbeit mit ASTM, Caritas Luxembourg, Meng Landwirtschaft und SOS FAIM organisierte *Conférence-Lunch* zog am 17. November schon 60 Personen an: Jacques Berthelot sprach zum Thema „Réguler les prix agricoles, pour que tous puissent manger!“ (Foto). Zu einem weiteren mittäglichen Vortrag luden wir am 3. Dezember ein: Thierry Philipponnat sprach zum Thema „Pour mettre (enfin) la finance au service de l'intérêt général“. Der Ort dieser neuen Veranstaltungsreihe, das Centre Culturel Altrimenti, hat sich mittlerweile bewährt.

NEUE PROJEKTE

Kiwatt Eröffnung

Ein besonderes Ereignis war sicherlich am 19. September die offizielle Eröffnung der KIWATT-Anlage in Roost. Hier wurden 30 Millionen Euro investiert (u.a. über zwei Investitionskredite über je 2 Millionen Euro von etika und der BCEE). Das Wärmekraftwerk verarbeitet mittels Kraft-Wärme-Kopplung Biomasse (Holzabfälle) in Wärmekraft zur Herstellung von Pellets und zur Kälteproduktion: Das neue Datenzentrum von LuxConnect neben der Anlage (Foto unten rechts) ist folglich das erste „grüne“ Datacenter Luxemburgs. (esf)



Zwei Wochen nach der Oekofoire, bei der wir mit der BCEE in Zusammenarbeit mit dem Oekocenter Paffendall wieder eine „Bauschau“ organisiert haben (siehe Seite 7), bestand im Rahmen der Energiewochen von Meco und Oekozeniter vom 3. bis 18. Oktober erneut die Möglichkeit, von „privat zu privat“ Privathäuser zu besichtigen, die ökologisch saniert oder neu gebaut worden sind, darunter auch von etika und der BCEE durch einen EcoPrêt geförderte Häuser, zum Beispiel ein Passivhaus in Berdorf.

Ferner haben wir im Rahmen der Serie „Le Monde en doc“ weitere drei Dokumentarfilme in der Cinémathèque gezeigt: „Le Square“ (6. Oktober), „Résistance naturelle“ (3. November) und „Big men“ (8. Dezember). Diese seit vier Jahren bewährte Reihe zieht jeweils 100 bis 150 Zuschauer/-innen an.

Das Jahr beschlossen wir mit einem Stand auf dem Weihnachtsmarkt der Waldorfschule am 23. November, einem geselligen Abend für die Teilnehmer/-innen an den Radtouren mit Vélosophie bei einem Abendessen am 4. Dezember in der Casa Fabiana und schließlich der Verleihung des Preises für den besten Film von Jugendlichen zum Thema „Geld und Moral“ beim Créajeune Videofilmfestival der Großregion am 19. Dezember in Metz. (esf)

Oikopolis Vorreiter



Die Teilnehmer der Pressekonferenz in Frankfurt (v.l.n.r.): Georg Pehm (FH Burgenland), Alfons Graf und Wolfgang Heck (Life Food GmbH), Georg Willeit (Lebenshilfe Tirol), Christian Felber (Gemeinwohl-Ökonomie), Änder Schanck (OIKOPOLIS), Heinrich Kronbichler (WBS Training AG), Marcus Stadler (satis&fy AG)

„Mit Ethik zum Erfolg – Mittelstand entdeckt Gemeinwohl-Bilanzierung“. Unter diesem Motto haben am 12. November sechs mittelständische Unternehmen aus Deutschland, Österreich und Luxemburg in Frankfurt am Main bei einer gemeinschaftlichen Pressekonferenz ihr Engagement im Sinne der Gemeinwohl-Ökonomie (GWÖ) vorgestellt. Mit dabei: die OIKOPOLIS-Gruppe mit Hauptsitz in Munsbach, vertreten durch ihren Geschäftsführer Änder Schanck.

Als erstes Luxemburger Unternehmen wurde die OIKOPOLIS-Gruppe Ende Oktober nach den Regeln der Gemeinwohl-Ökonomie zertifiziert. Ein offizielles Testat bestätigt nunmehr ihre Gemeinwohl-Orientierung. Dabei wurden im Verbund von BIOG, BIOGROS, NATURATA und anderen 633 von 1.000 möglichen Punkten erreicht. Sie gelten damit innerhalb der Gemeinwohl-Bewegung als „vorbildlich“, auch im internationalen Vergleich ist dies ein außergewöhnlich hoher Einstiegswert. Dennoch „bleibt genügend Optimierungspotenzial offen, dem die innerbetriebliche Arbeitsgruppe ‚Nachhaltigkeit/Gemeinwohl‘ sich nun mit erneuertem Elan zuwenden wird“, heißt es in einer Pressemitteilung.

Doch die Bilanzierung der Gemeinwohl-Orientierung gemäß der vorliegenden, allgemein verbindlichen Gemeinwohl-Matrix ist für die OIKOPOLIS-Betriebe mehr als ein willkommenes Instrument zur Selbstreflexion. Sie macht Gemeinwohl-Orientierung anhand standardisierter Fragestellungen und Bewertungen messbar und vergleichbar. So unterscheidet sie sich von wohlfeilen, aber

relativ beliebigen „Sozial-Labels“, mit denen immer mehr Betriebe werben.

Die 17 Hauptfragen der Gemeinwohl-Matrix überprüft beispielsweise den Umgang des jeweiligen Unternehmens mit seinen „Berührungsgruppen“ – vom Lieferanten über Mitarbeiter und Kunden bis hin zum gesellschaftlichen Umfeld. Dabei wird analysiert und bewertet, inwiefern im Umgang mit diesen Gruppen die zentralen Gemeinwohl-Werte berücksichtigt und gefördert werden: Menschenwürde, Solidarität, Ökologische Nachhaltigkeit, Soziale Gerechtigkeit sowie Demokratische Mitbestimmung und Transparenz.

Die Indikatoren bewerten neben einem „ethischen Beschaffungsmanagement“ auch Führungsformen, Personalwesen und Mitarbeiterbeteiligung sowie die Selbstdarstellung in Kundenansprache und Werbung. So werden sämtliche Aspekte ökologischer und ökonomischer, sozialer und geistiger Nachhaltigkeit, die das unternehmerische Handeln charakterisieren, einzeln evaluiert. Dies ermöglicht einen objektivierbaren Überblick über die Auswirkungen, die die Aktivitäten der Gruppe auf das regionale (natürliche und menschliche) Umfeld der Betriebe haben.

INTERNATIONAL

Wirksames Banking

Kunden von Mainstream-Banken erhalten keinerlei Transparenz darüber, wo ihr Geld investiert wird und ob es nicht in Aktien von Chemieriesen angelegt oder zum Bau neuer Kohlekraftwerke genutzt wird. Die Triodos Bank hat nun als erste Nachhaltigkeitsbank ein neues Instrument zur Bilanzierung der Wirkung ethischen Sparens entwickelt. In ihrem Wirkungsreport („Impact Report“) zeigt die Bank konkret für die Bereiche Ökologie, erneuerbare Energie und Soziales, wohin das „grün“ gesparte Geld in Form von Krediten hinfließt: So finanzieren jeweils 10,4 Triodos-Kunden die Bewirtschaftung einer ökologisch bewirtschafteten Fläche von der Größe eines Fußballfeldes. Das wiederum liefert Lebensmittel für jährlich 556 Mahlzeiten. Ähnlich errechnet, finanziert jeder Kunde

Die OIKOPOLIS-Gruppe hat sich seit Gründung ihres Mutterbetriebs, der Bio-Bauere-Genossenschaft Lëtzebuerg (BIOG), die zentralen Leitwerte Ökologische Nachhaltigkeit und Solidarität auf ihre Fahne geschrieben, die nach und nach zu einem differenzierten Leitbild aufgefächert wurden. Dabei blieb der „solidarische Sinn fürs Ganze“ stets Zielvorstellung und Wegweiser des unternehmerischen Handelns der OIKOPOLIS-Gruppe, betonte Änder Schanck in Frankfurt.

Diesem Unternehmensleitbild der OIKOPOLIS-Gruppe kommt die Gemeinwohl-Bilanz mit ihren genannten Kernwerten wesentlich näher als andere Ansätze, die es bislang in Richtung „CSR“ (Corporate Social Responsibility = Unternehmerische Gesellschaftsverantwortung) gab. Deshalb hat die OIKOPOLIS-Gruppe sich bereits 2013 entschieden, eine erste Selbstbewertung nach den Regeln der Gemeinwohl-Matrix vorzunehmen. Nun ist sie mit dem Resümee der externen Auditierung bei einem wichtigen Zwischenschritt angelangt.

Als „Pionierbetrieb der Gemeinwohl-Ökonomie ist die OIKOPOLIS-Gruppe aktives Mitglied einer internationalen Bewegung, die in einem ergebnisoffenen Prozess daran

den durchschnittlichen Strombedarf von 2,8 Haushalten durch erneuerbare Energien und 10,4 Tage Betreuung eines pflegebedürftigen älteren Menschen. Die 1980 gegründete Triodos Bank zählt mit der GLS Bank zu den führenden europäischen Nachhaltigkeitsbanken und betreut 520.000 Kunden in mehreren europäischen Ländern. Etika hat zwar lediglich 1.125 Kunden, doch haben diese die im internationalen Vergleich enorm hohe Summe von 45 Millionen Euro in alternativen Sparkonten der BCEE angelegt. Gemeinsam ist all diesen Institutionen der Sozialfinanz ein Leitbild, das vorschreibt, ausschließlich in nachhaltige Unternehmen und Projekte zu investieren. (esf)

Mehr Infos: www.triodos.de

arbeitet, ein alternatives, solidarisches und soziales Wirtschaftssystem zu etablieren. In Luxemburg ist die OIKOPOLIS-Gruppe damit absoluter Vorreiter, doch mit bald 8.000 Unterstützer/-innen weltweit wächst die Gemeinwohl-Bewegung ständig weiter.

Auch eine Luxemburger Regionalgruppe unabhängiger Privatpersonen arbeitet sich seit einigen Monaten in die Grundlagen der GWÖ ein. Neben Unternehmen zählen nämlich auch Gemeinden, Vereine, Privatpersonen

und Politiker/-innen zum internationalen Unterstützerkreis einer Idee, die immer konkreter wird, je mehr Anhänger sie gewinnt, die von der Theorie zur Praxis schreiten. Angesichts der vielfältigen Krisen, die die gegenwärtige Form des Wirtschaftens heraufbeschworen hat – von Arbeitslosigkeit und Finanzblasen bis zu Umweltverschmutzung, Energiekrise und Ressourcenvernichtung – wäre ein derartiger Bewusstseinswandel jedenfalls im Sinne aller, mit anderen Worten: im Sinne des Gemeinwohls. (esf)

Alterfin et LMDF



Ayant constaté depuis le début du mécanisme Épargne Alternatif en 1997, que notre engagement en faveur de projets du Sud était largement en dessous des objectifs fixés au départ (33 % des crédits en volume devaient aller à cette destination), le conseil d'administration d'etika a engagé deux investissements dans la microfinance issus de ses fonds propres: Alterfin et LMDF.

Alterfin est une coopérative financière qui investit dans des structures de type Institutions de Microfinance (IMF) ou des structures de soutien au commerce équitable dans les régions d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique. Comme pour toute coopérative financière, le capital n'est pas garanti. L'investissement était de 12 500 euros en 2001 et de 37 500 euros dans les années suivantes, soit un total de 50 000 euros de capital. Le capital a été porté à un montant de 52 250 euros en 2007 et est resté inchangé depuis.

En 2004, etika avait aussi déposé 40 000 euros en garantie dans le fonds LUXMINT, qui fut l'ancêtre du Luxembourg Microfinance Development Fund (LMDF). Ce dernier est une SICAV créée en 2009 dans le cadre d'un partenariat entre la Direction de la coopéra-

tion du Ministère des Affaires Étrangères, le Ministère des Finances, Appui au développement autonome (Ada), le secteur bancaire (entre autre avec etika et la BCEE) et des investisseurs privés. Le fonds vise à contribuer à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. En 2009, etika a investi 100 000 euros en parts B (investisseurs asbl et personnes morales avec un risque plus important que les parts C) et 100 000 euros issus de ses fonds propres en parts C (investisseurs privés et personnes morales).

Le LMDF se félicite des rendements particulièrement attractifs lors de la publication de ses résultats à la fin septembre. «Nous avons effectué un travail rigoureux au cours des derniers mois afin d'augmenter les investissements dans la microfinance du LMDF et nous continuerons à le faire. Cela est bénéfique, à la fois pour notre mission sociale et pour notre performance financière», explique Kaspar Wansleben, administrateur délégué et directeur exécutif du LMDF.

Au cours de ce dernier trimestre, LMDF a ainsi effectué deux investissements supplémentaires, et ce pour un total d'un million de dollars US. Partenaire du LMDF depuis 2011, la Fundación de Apoyo Comunitario y Social del Ecuador, Faces (photo) s'est vue octroyer un prêt de 500 000 USD. Ce deuxième prêt de la part du fonds lui permettra d'élargir son portefeuille de microcrédits en Équateur. Partenaire depuis 2009, Intean Poalroath Rongroueng (IPR) au Cambodge a également perçu un prêt du même montant, et ce pour la 4^{ème} fois de la part du fonds. Au total, 31 institutions de microfinance sont financées dans 18 pays. Cela représente quelques 29 460 micro-entrepreneurs financés pour un ticket moyen de 1 025 euros. (esf)

Plus d'infos : www.alterfin.be et www.lmdf.lu

Unsere Bauschau auf der Oekofoire



Wer Heizkosten sparen will, kommt angesichts steigender Energiepreise um eine effektive Wärmedämmung seines Wohngebäudes nicht mehr herum. Ganz entscheidend ist hierbei die Dachdämmung, lernten Besucher der Oekofoire Ende September bei der nun schon zum dritten Mal von etika, der BCEE und dem Oekozer angeboten „Bauschau“. Gut gedämmte Dächer trotz Temperatureinflüssen, ermöglichen ein behagliches Wohnklima und minimieren den Energiebedarf, erklärte der auf ökologische Bauten spezialisierte Architekt Stephan Hain (Foto: rechts). Vielen Besuchern war bekannt, dass es mehrere Möglichkeiten gibt, die wohl durchdacht sein sollten: Auf-, Zwischen- oder Untersparrendämmung. Auch die Existenz von Naturdämmstoffen hat sich mittlerweile herumgesprochen. Aber die wenigsten wussten, dass man Häuser auch mit Seegrassfasern wärmedämmen kann.

Die Aufsparrendämmung ist ein spezielles Verfahren, bei dem die Dämmung vollflächig über den Dachsparren verlegt wird. Man spricht deshalb auch von einer Vollflächendämmung. Der große Vorteil der Aufsparrendämmung ist, dass die Dämmschicht an allen Stellen die gleiche Stärke aufweist und auf diese Weise keine Kältebrücken entstehen können. Hinzu kommt, dass die Dicke der Dachsparren ausschließlich nach statischen Gesichtspunkten ausgerichtet werden kann, was sich durchaus finanziell auswirken kann. Für die Aufsparrendämmung müssen die Dämmplatten druckfest sein. Von den ökologischen Dämmstoffen ist dies vor allem bei den Holzfaserdämmplatten gegeben.

Das Gegenstück zur Aufsparrendämmung ist die Zwischensparrendämmung. Dabei wird der Dämmstoff zwischen die Sparren eingebracht. Hierfür sind eine ganze Reihe von Naturdämmstoffen geeignet. Bevorzugt werden Zelluloseflocken, Hanfdämmmatten

oder Flachsdämmmatten. Ein Nachteil der Zwischensparrendämmung ist der Umstand, dass die Dämmschicht immer wieder von den Dachsparren unterbrochen wird. Dadurch entstehen Kältebrücken, was die Wärmedämmleistung vermindert. Ein wesentlicher Vorteil ist jedoch, dass sie bei einem nachträglichen Ausbau vom Dachgeschoss aus durchgeführt werden kann.

Einige Spezialfirmen präsentierten auf der Oekofoire ihre Naturdämmstoffe, so auch die Firma Neptu GmbH aus Karlsruhe, deren „Neptunbälle“ eine der interessantesten Neuerungen der diesjährigen Messe darstellten. Die braunen Kugeln aus Seegrass, die wohl jeder schon einmal an einem Meeresstrand entdeckt hat, sind hervorragend zur Dämmung geeignet. (esf)

VERANSTALTUNGEN

Créajeune



Am 28. Januar 2015 findet ab 20.30 Uhr in der Cinémathèque de la Ville de Luxembourg die Verleihung des Preises für den besten Film junger Erwachsener zum Thema „Geld und Moral“ beim Créajeune Videofilmfestival der Großregion statt. Etika stiftet zum dritten Mal einen Preis in Höhe von 500 Euro. 2014 ging der Preis an Moritz Zimmermann und Tom Simon Athenstädt für „A la Une“, eine kritische Betrachtung der veränderten Rolle der Medien. (esf)

Rendez-vous pour 2015



Etika continue son cycle «**Monde en doc**» en 2015, en collaboration avec ATTAC Luxembourg et la cinémathèque, avec la projection d'un film documentaire inédit au Luxembourg tous les mois. Le lundi 5 janvier à 20h30, nous présenterons le documentaire «**Return to Homs**» qui a été tourné dans la célèbre cité syrienne sur trois ans, dès le début des premières révoltes populaires contre le régime de Bachar el-Assad. Ce film a obtenu le prix du meilleur documentaire au festival du film indépendant de Sundance en 2014. Comme d'habitude, la projection sera suivie par un débat, cette fois-ci avec un réfugié syrien résident au Luxembourg. Il témoignera de la situation actuelle au cœur de la guerre civile en Syrie, avec les tenants d'une démocratisation de la Syrie pris en tenaille entre les troupes restées fidèles à Bachar el-Assad et la montée en puissance de l'Etat islamique.

Nous continuons également nos **conférences-lunch** qui ont connu un grand succès l'année passée à l'Altrimenti. Ces conférences co-organisées avec ATTAC Luxembourg ont pour objet d'informer au sujet des acteurs financiers et des conséquences de leurs actions sur le reste de la société. Après avoir traité de la criminalité financière avec Jean François Gayraud, de la régulation bancaire avec Jean Michel Naulot, de la création de la banque coopérative NewB avec Dirk Cockerbergh, de la régulation des prix agricoles avec Jacques Berthelot et de la ponction exercée par la sphère financière sur l'économie réelle avec Thierry Philipponat, nous recevons **Aline**

Robert, journaliste indépendante, le **jeudi 22 janvier** prochain. Aline Robert parlera de l'incroyable fraude générée dans le cadre du marché des émissions carbone : un sujet rarement à la une des journaux, alors que ces marchés d'échanges d'émissions carbone ont largement failli à leur mission initiale. Rappelons que leur justification était de limiter les émissions des gaz à effet de serre des grandes entreprises européennes. Le **jeudi 26 février 2015**, nous recevons **Maxime Combes**, chercheur et journaliste indépendant, qui nous parlera de la mainmise de la finance de marché sur la biodiversité, une nouvelle forme de spéculation qui s'attaque à l'un des fondements de la viabilité sur cette planète.



Aline Robert nous expliquera les tenants et les aboutissants d'une fraude qui a coûté au moins le double de la perte occasionnée par Jérôme Kerviel à la Société générale (soit au moins 10 milliards d'euros). (Crédit Couverture: Max Milo)

Les conférences ont lieu à la salle Rheinsheim au 5, avenue Grande Duchesse Charlotte et commencent à 12h15.

Vous pouvez voir ou revoir toutes les vidéos de ces conférences sur la chaîne d'Altrimenti asbl: <https://www.youtube.com/user/AltrimentiVideo>

CHIFFRES SUR LE MÉCANISME ÉPARGNE ALTERNATIVE

Comptes actifs à la date du 30.11.14 1126

Montant total de l'épargne déposée au 30.11.14 (en millions d'euros) 44,4

Taux de conversion de l'épargne en crédit au 30.09.14 65,0 %

Nombre de crédits ouverts au 30.09.14 128

Für aktuelle Informationen und Veranstaltungen nutzen Sie bitte unsere Facebook- und Twitter-Seiten oder bestellen sie unseren etikaNEWSLETTER.

Suivez nos actualités en vous inscrivant sur notre newsletter, en «likant» notre page sur facebook, ou en nous suivant sur twitter.

Pour ceci, rendez-vous sur notre site www.etika.lu

IMPRESSUM

Den etika-info ass a periodescht Informatiouns- a Motivatiounsblat fir d'Membere vun etika asbl a fir d'Titulare vun engem alternative Spuerkont.

Editeur: etika asbl, 55, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Tel/Fax: 29 83 53, www.etika.lu, contact@etika.lu **Lay-out:** Bizart

Lektorat: Stefanie Baehr, Bérangère Brulebois **Mise en page:** Bizart **Redaktioun:** Ekkehart Schmidt-Fink (esf) a Jean-Sébastien Zippert (jsz) **Druck:** Imprimerie Mil Schlimé, Bertrange. **Fotoen:** CCFD-Terre Solidaire (sait 3), Financial Times (sait 2), GW0 (sait 6), Haute Innovation (sait 7 o.), LMDf (sait 7 li.), Max Millo (sait 8 o.), Méco (sait 7 re.) OIKOPOLIS (sait 6), Pierre Kroll (sait 2), Ekkehart Schmidt (sait 4-5, 8), Tax Justice Network (sait 1)

Den etika info ass op recycléiertem an 100% chlorfräi gebleechtem Pabeier gedréckt ginn.